

Brochure n° 3308

**Convention collective nationale**

IDCC : 2270. – **UNIVERSITÉS ET INSTITUTS CATHOLIQUES**

---

ACCORD DU 28 JANVIER 2011

RELATIF À LA RÉVISION DES GRILLES DE QUALIFICATION ET DE RÉMUNÉRATION

NOR : ASET1250977M

IDCC : 2270

---

Entre :

L'AEUC,

D'une part, et

La FEP CFDT ;

Le SNEC CFTC ;

Le SNPEFP CGT ;

Le SYNEP CFE-CGC ;

Le SUD Solidaires,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

TITRE I<sup>ER</sup>

**DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application*

Entrent dans le champ d'application du présent accord les universités ou instituts catholiques, établissements privés d'enseignement supérieur, situés sur le territoire national, y compris les départements d'outre-mer, soit, principalement, les universités ou instituts catholiques de l'Ouest, Lille, Lyon, Paris, Toulouse, relevant notamment des codes APE 8542 Z et 8559 A et B.

**Article 2**

*Objet*

Cet accord est conclu dans le prolongement de l'avenant de mise en conformité de la convention collective nationale des universités et instituts catholiques de France du 21 décembre 2010.

Il s'inscrit par ailleurs dans le cadre de la révision de la convention collective nationale des universités et instituts catholiques demandée par la partie employeur en date du 1<sup>er</sup> septembre 2010. Il annule et remplace les grilles de qualification et de rémunération minimum figurant aux annexes I, I *bis* et II de ladite convention.

TITRE II

**RÉVISION DES GRILLES DE QUALIFICATION  
ET DE RÉMUNÉRATION MINIMUM**  
(ANNEXES I, I BIS ET II)

**Article 1<sup>er</sup>**

*Evolution des coefficients planchers*

Les parties ont convenu d'une revalorisation des coefficients planchers au 1<sup>er</sup> janvier 2011 de la manière suivante :

- 35 points pour la catégorie « employé » A ;
- 30 points pour les catégories « employé » B et C ;
- 25 points pour toutes les autres catégories (dont 20 points au 1<sup>er</sup> janvier 2011 et 5 points au 1<sup>er</sup> juillet 2011).

Ces dispositions, à l'exception des 5 points attribués au 1<sup>er</sup> juillet 2011, seront mises en œuvre au plus tard sur la paie de mars 2011 avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Ainsi, les articles 2, 3 et 4 suivants du présent titre définissent les nouvelles grilles de qualification et de rémunération minimum applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 et du 1<sup>er</sup> juillet 2011.

**Article 2**

*Dispositions applicables aux enseignants-chercheurs*

Annexe I

**Grille de qualification et de rémunération minimum. – Enseignant-chercheur**

CATÉGORIE	TITRE	DÉFINITION	ÉCH.	COEF.
Enseignant-chercheur	Professeur	Docteur habilité à diriger des recherches, responsable de cours de 2 <sup>e</sup> cycle et de séminaires de 3 <sup>e</sup> cycle ; assure par ailleurs des responsabilités d'encadrement de doctorants, des directions de départements ou de facultés. Il partage son temps entre l'enseignement et la recherche.	3	610
			2	590
			1	570
	Maître de conférences	Titulaire d'un doctorat, assurant des cours magistraux en 1 <sup>er</sup> et 2 <sup>e</sup> cycles, des responsabilités d'encadrement ou de direction de départements. A une activité de recherche et peut bénéficier d'une décharge d'enseignement pour préparer une habilitation.	3	520
			2	490
			1	470
Enseignant	Assistant doctorant	Titulaire d'un diplôme niveau DEA, DESS ou master 2, chargé d'enseignement (TD, TP). Les assistants doctorants bénéficient d'une décharge d'enseignement pour préparer leur doctorat.	390	

Les coefficients indiqués se réfèrent au point de référence et sont applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2011.

CATÉGORIE	TITRE	DÉFINITION	ÉCH.	COEF.
Enseignant-chercheur	Professeur	Docteur habilité à diriger des recherches, responsable de cours de 2 <sup>e</sup> cycle et de séminaires de 3 <sup>e</sup> cycle ; assure par ailleurs des responsabilités d'encadrement de doctorants, des directions de départements ou de facultés. Il partage son temps entre l'enseignement et la recherche.	3	615
			2	595
			1	575

CATÉGORIE	TITRE	DÉFINITION	ÉCH.	COEF.
	Maître de conférences	Titulaire d'un doctorat, assurant des cours magistraux en 1 <sup>er</sup> et 2 <sup>e</sup> cycles, des responsabilités d'encadrement ou de direction de départements. A une activité de recherche et peut bénéficier d'une décharge d'enseignement pour préparer une habilitation.	3 2 1	525 495 475
Enseignant	Assistant doctorant	Titulaire d'un diplôme niveau DEA, DESS ou master 2, chargé d'enseignement (TD, TP). Les assistants doctorants bénéficient d'une décharge d'enseignement pour préparer leur doctorat.	395	

Les coefficients indiqués se réfèrent au point de référence et sont applicables au 1<sup>er</sup> juillet 2011.

### Article 3

#### *Dispositions applicables aux enseignants*

#### Annexe I bis

#### **Grille de qualification et de rémunération minimum. – Enseignant**

CATÉGORIE	TITRE	DÉFINITION (*)	ÉCH.	COEF.
Enseignant	Maître de conférences	Titulaire d'un doctorat, assurant des cours, des responsabilités d'encadrement ou de direction de département. Peut bénéficier d'une décharge d'enseignement pour des activités de recherche pédagogique.	3	520
			2	490
			1	470
	Maître assistant	Titulaire d'un diplôme niveau DEA, d'un DESS ou d'un master 2, assurant des cours, TD ,TP, justifiant d'une expérience d'enseignement significative dans son domaine et pouvant bénéficier d'une décharge d'enseignement pour des travaux de recherche pédagogique.	3	470
			2	450
			1	430
	Assistant	Titulaire d'un diplôme niveau DEA, DESS ou master 2, assurant des cours, TD, TP.	3	430
			2	410
			1	390
	Attaché d'enseignement	Enseignant titulaire d'une ancienne licence, d'une maîtrise ou d'un master 1, chargé d'assurer des cours, TD ou TP.	3	390
			2	360
			1	340
(*) Les diplômes mentionnés ici s'entendent dans la discipline enseignée.				

Les coefficients indiqués se réfèrent au point de référence et sont applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2011.

CATÉGORIE	TITRE	DÉFINITION (*)	ÉCH.	COEF.
Enseignant	Maître de conférences	Titulaire d'un doctorat, assurant des cours, des responsabilités d'encadrement ou de direction de département. Peut bénéficier d'une décharge d'enseignement pour des activités de recherche pédagogique.	3	525
			2	495
			1	475

CATÉGORIE	TITRE	DÉFINITION (*)	ÉCH.	COEF.
	Maître assistant	Titulaire d'un diplôme niveau DEA, d'un DESS ou d'un master 2, assurant des cours, TD ,TP, justifiant d'une expérience d'enseignement significative dans son domaine et pouvant bénéficier d'une décharge d'enseignement pour des travaux de recherche pédagogique.	3	475
			2	455
			1	435
	Assistant	Titulaire d'un diplôme niveau DEA, DESS ou master 2, assurant des cours, TD, TP.	3	435
			2	415
			1	395
	Attaché d'enseignement	Enseignant titulaire d'une ancienne licence, d'une maîtrise ou d'un master 1, chargé d'assurer des cours, TD ou TP.	3	395
			2	365
			1	345
(*) Les diplômes mentionnés ici s'entendent dans la discipline enseignée.				

Les coefficients indiqués se réfèrent au point de référence et sont applicables au 1<sup>er</sup> juillet 2011.

#### Article 4

##### *Dispositions applicables au personnel administratif et technique*

#### Annexe II

#### **Grille de qualification et de rémunération minimum Personnel administratif et technique**

CATÉGORIE	NIVEAU UDESCA	DÉFINITION	COEFFICIENT plancher
Cadre	G Cadre III	Fonction de direction générale.	Négocié
	F Cadre II	Fonction impliquant de larges initiatives et des responsabilités déléguées par la direction nécessitant une compétence étendue, dans un cadre stratégique prédéfini.	520
	E Cadre I	Fonction exigeant une responsabilité de gestion ou technique et/ou une coordination de personnes, compte tenu des orientations stratégiques et des objectifs retenus.	480
Agent de maîtrise	D	Emploi exigeant une connaissance technique importante avec prise d'initiatives et éventuellement animation d'équipe.	380
Employé	C Employé qualifié II	Emploi très qualifié, avec participation au choix des modes opératoires et des moyens de contrôle appropriés.	330
	B Employé qualifié I	Emploi demandant un travail qualifié avec un suivi de procédures tenant compte de l'organisation d'un service.	310
	A Employé	Emploi comprenant des tâches répétitives, précisées par des consignes. La fonction n'exige pas de qualification particulière.	295

CATÉGORIE	NIVEAU UDESCA	DÉFINITION	COEFFICIENT plancher
Cadre	G Cadre III	Fonction de direction générale.	Négocié
	F Cadre II	Fonction impliquant de larges initiatives et des responsabilités déléguées par la direction nécessitant une compétence étendue, dans un cadre stratégique prédéfini.	525
	E Cadre I	Fonction exigeant une responsabilité de gestion ou technique et/ou une coordination de personnes, compte tenu des orientations stratégiques et des objectifs retenus.	485
Agent de maîtrise	D	Emploi exigeant une connaissance technique importante avec prise d'initiatives et éventuellement animation d'équipe.	385
Employé	C Employé qualifié II	Emploi très qualifié, avec participation au choix des modes opératoires et des moyens de contrôle appropriés.	330
	B Employé qualifié I	Emploi demandant un travail qualifié avec un suivi de procédures tenant compte de l'organisation d'un service.	310
	A Employé	Emploi comprenant des tâches répétitives, précisées par des consignes. La fonction n'exige pas de qualification particulière.	295

Les coefficients indiqués se réfèrent au point de référence et sont applicables au 1<sup>er</sup> juillet 2011.

### TITRE III

#### DISPOSITION EXCEPTIONNELLE

##### Minimum d'évolution garanti (MEG)

Les parties au présent accord ont convenu d'un minimum d'évolution garanti (MEG) pour les personnes qui ne verraient pas leur coefficient hiérarchique de décembre 2010 augmenté d'au moins 8 points suite à la révision des coefficients planchers ou à une revalorisation au 1<sup>er</sup> janvier 2011 (Smic ou évolution individuelle). Ce MEG variera de 1 à 8 points maximum par salarié.

##### Exemples

Dans l'hypothèse d'une évolution de 30 points sur la catégorie « employé » B au 1<sup>er</sup> janvier 2011 :

##### Exemple 1

COEFFICIENT plancher 2010	COEFFICIENT plancher révisé au 1 <sup>er</sup> janvier 2011	COEFFICIENT hiérarchique décembre 2010	COEFFICIENT hiérarchique au 1 <sup>er</sup> janvier 2011	ÉCART en points suite à la révision des planchers	ÉCART en points suite au MEG
280	310	300	310	10	0

### Exemple 2

COEFFICIENT plancher 2010	COEFFICIENT plancher révisé au 1 <sup>er</sup> janvier 2011	COEFFICIENT hiérarchique décembre 2010	COEFFICIENT hiérarchique au 1 <sup>er</sup> janvier 2011	ÉCART en points suite à la révision des planchers	ÉCART en points suite au MEG
280	310	330	338	0	8

### Exemple 3

COEFFICIENT plancher 2010	COEFFICIENT plancher révisé au 1 <sup>er</sup> janvier 2011	COEFFICIENT hiérarchique décembre 2010	COEFFICIENT hiérarchique au 1 <sup>er</sup> janvier 2011	ÉCART en points suite à la révision des planchers	ÉCART en points suite au MEG
280	310	308	316	2	6

Ces dispositions seront mises en œuvre au plus tard sur la paie de mars 2011 avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2011. Elles ont un caractère exceptionnel. Elles ne seront applicables qu'une seule fois au titre de l'année 2011 et ne pourront faire l'objet d'une reconduction. Cette clause constitue la stipulation contraire visée à l'article L. 2222-4 du code du travail.

## TITRE IV

### RÉVISION DES CLASSIFICATIONS DES GRILLES

Les parties conviennent de revoir les différentes classifications. Cette révision se déroulera en deux temps :

- dans le cadre de la CPNE, un premier travail d'études en lien avec les travaux réalisés dans chacun des instituts et universités catholiques au titre de la GPEC notamment ;
- dans le cadre de la CPN, un prolongement de ces travaux en vue d'une négociation pouvant aboutir à un accord éventuel au plus tard au 31 juillet 2012.

## TITRE V

### DISPOSITIONS DIVERSES

#### Article 1<sup>er</sup>

##### *Durée, dénonciation, révision, adhésion*

Il est convenu que l'accord de révision à la convention collective des universités et instituts catholiques de France soit conclu pour une durée indéterminée (titres I<sup>er</sup> et II).

Les dispositions figurant au titre III « Disposition exceptionnelle » sont conclues à durée déterminée pour l'année 2011 et ne pourront faire l'objet d'une reconduction.

Il sera fait application pour le présent accord des modalités de dénonciation, de révision et d'adhésion prévues par la convention collective nationale du 4 juin 2002.

## **Article 2**

### *Dépôt et date d'effet*

Le présent accord sera déposé à la direction générale du travail et au greffe du conseil des prud'hommes auxquels est rattaché le lieu de conclusion. Il prend effet à compter du jour qui suit son dépôt.

Fait à Paris, le 28 janvier 2011.

(Suivent les signatures.)